

Les négociations du Brexit dans l'impasse

Union européenne Pour le négociateur en chef de l'UE, les progrès sont insuffisants pour commencer à parler de l'avenir de la relation entre les deux parties.

C'est parfois à se demander si les deux hommes parlent bien de la même chose. *"Les deux équipes de négociations ont bien progressé"*, s'est félicité le secrétaire d'Etat britannique en charge du Brexit, David Davis, lors de la conférence de presse de clôture du cinquième round de négociations, jeudi, à Bruxelles. Le négociateur en chef de l'Union européenne, Michel Barnier, a pour sa part souligné que le speech de Florence de la Première ministre britannique Theresa May avait insufflé *"une nouvelle dynamique"* aux négociations. *"Certains points ont été clarifiés"*, a ajouté le Français. Avant de préciser, dans la même phrase qu'il *"n'y a pas eu de grands pas en avant"*.

Petit à petit, négociateurs britanniques et européens avancent sur la question des droits post-Brexit des ressortissants de l'Union installés au Royaume-Uni (et des Britanniques vivant dans l'Union). M. Davis a ainsi promis que la procédure pour obtenir un statut de résident permanent outre-Manche serait simplifiée. Il a regretté que, de son côté, l'UE refuse de s'avancer sur la libre circulation des Britanniques vivant dans l'UE, après le Brexit. Sur la frontière entre l'Irlande et l'Irlande du Nord, les discussions

progressent aussi mais pas de manière significative.

En revanche, pour ce qui concerne le règlement des engagements financiers du Royaume-Uni envers l'Union, *"nous sommes dans une impasse extrêmement préoccupante"*, a alerté M. Barnier. Le sujet est hautement sensible pour les autres Etats membres, qui veulent être certains que le Brexit ne pénalisera pas des programmes et des projets dont le financement a été planifié par les Vingt-huit. Theresa May a assuré que le Royaume-Uni respecterait ses engagements, sans pour autant préciser ce que sont ces engagements, à l'estime de Londres. *"Cette semaine, les Britanniques nous ont dit qu'ils n'étaient pas prêts à spécifier ces engagements. Il n'y a donc pas eu de négociations"*, a indiqué M. Barnier.

Londres mise sur les Vingt-sept

C'est pourquoi, sans surprise, le chef négociateur de l'Union européenne a fait savoir qu'il ne serait pas *"en mesure de recommander au Conseil européen d'ouvrir les négociations"* sur la relation entre l'Union européenne et le Royaume-Uni après le Brexit, lors du sommet européen qui se tiendra les 19 et 20 octobre prochains, à Bruxelles. Or, les Britanniques n'ont de cesse de

réclamer des Européens qu'ils ouvrent dès à présent le débat sur la future relation commerciale entre les deux parties. Quitte à susciter l'agacement perceptible de Michel Barnier, qui a rappelé *"la nécessité de faire les choses dans l'ordre"*.

C'est-à-dire, résoudre en premier lieu les questions liées à la procédure de divorce.

Les Britanniques pour leur part, tentent d'employer une tactique dont ont usé les Grecs avant eux (sans succès) : transformer des discussions techniques en débat politique au plus haut niveau, celui des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union, pour que ceux-ci *"assouplissent"* le mandat de Michel Barnier. *"J'espère que les Etats membres vont reconnaître les progrès que nous avons faits, et faire un pas en avant"*, a plaidé David Davis.

Il est peu probable que ce soit le cas la semaine prochaine. Le passage à la "phase 2" des négociations serait alors au menu du Conseil européen de décembre. *"Avec un peu de volonté politique, des progrès décisifs peuvent être accomplis durant les deux mois qui viennent"*, espère Michel Barnier. Wait and see.

OleB

"Sur le règlement financier, nous sommes dans une impasse extrêmement préoccupante."

Michel Barnier
Négociateur en chef de l'UE